



MINISTÈRE CHARGÉ DU BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS

DIRECTION NATIONALE DU RECRUTEMENT ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**Formation en langue anglaise des
stagiaires de la DGDDI en formation initiale
à l'École Nationale des Douanes de La
Rochelle (sessions 2025-2028)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

Numéro de consultation : MAPA-ENDLR2025-01

Le présent CCAP comporte 10 pages numérotées de 1 à 10

TABLE DES MATIERES

Article 1 - Préambule - Contexte.....	3
Article 2 - Objet de l'accord-cadre.....	3
Article 3 - Allotissement.....	3
Article 4 - Forme et étendue de l'accord-cadre.....	3
Article 5 - Durée de l'accord-cadre.....	3
5.1 Cadre général.....	3
5.2 Reconduction de l'accord-cadre.....	4
Article 6 - Lieu d'exécution.....	4
Article 7 - Documents contractuels.....	4
Article 8 - Modalités d'exécution des prestations.....	4
8.1 Représentation des parties.....	4
8.2 Conditions d'exécution.....	4
8.3 Obligations du titulaire.....	5
8.4 Considérations sociales.....	7
8.5 Considérations environnementales.....	7
8.6 Constatation de l'exécution des prestations.....	7
8.7 Pénalités.....	7
Article 9 - Régime financier.....	8
9.1 Forme et contenu des prix.....	8
9.2 Variation des prix.....	8
9.3 Avances.....	8
9.4 Modalités financières.....	9
Article 10 - Sous-traitance.....	9
Article 11 - Droit et langue.....	10
Article 12 - Résiliation.....	10
Article 13 - Différends et contentieux.....	10
13.1 Différends.....	10
13.2 Litiges et contentieux.....	10
Article 14 - Dérogations au CCAG.....	10

Article 1 - Préambule - Contexte

La Direction Nationale du Recrutement et de la Formation Professionnelle (DNRFP) a en charge la formation initiale des agents de constatation principaux de 2^{ème} classe et des contrôleurs des douanes des branches de la surveillance et de l'administration générale et opérations commerciales. Ces formations sont dispensées à l'École Nationale des Douanes de La Rochelle (ENDLR).

Le cursus de formation comprend un enseignement professionnel en langue anglaise repris aux arrêtés des 9 novembre 2023 et 3 avril 2024 fixant la formation initiale des stagiaires.

La DNRFP décide de faire appel à un prestataire extérieur pour dispenser cet enseignement de langue étrangère dans le cadre du présent marché.

Article 2 - Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la formation en langue anglaise des stagiaires de la DGDDI en formation initiale à l'École Nationale des Douanes de La Rochelle (sessions 2025-2028).

Article 3 - Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

Son objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Article 4 - Forme et étendue de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande en application des dispositions des articles L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7, R.2162-2, R.2162-5 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Le présent marché vise à dispenser un apprentissage de la langue anglaise à un public de stagiaires sélectionnés par l'administration des douanes et à réaliser un contrôle d'acquisition des connaissances selon les dispositions de l'article 4 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Six sessions de formation auront lieu de 2025 à 2028 pour les agents de constatation principaux de 2^{ème} classe et contrôleurs des douanes.

Le volume de stagiaires attendu est de :

- Session 2025 – selon bon de commande, 288 stagiaires d'agents de constatation principaux de 2^{ème} classe (nombre prévisionnel) ;
- Session 2025-2026 – selon bon de commande, 260 stagiaires contrôleurs (nombre prévisionnel).

Pour les sessions suivantes, la volumétrie n'est pas connue à ce jour.

Article 5 - Durée de l'accord-cadre

5.1 Cadre général

La durée du marché court à compter de sa date de notification pour une durée de 12 mois.

Bons de commande :

Les bons de commande sont émis tout au long de la durée de validité du marché. L'exécution des bons de commande ne peut dépasser le terme du marché conformément aux prescriptions de l'article R.2162-5 du

code de la commande publique.

5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconductible de manière expresse deux fois douze mois.

Article 6 - Lieu d'exécution

Les prestations seront exécutées sur le site de l'ENDLR (situé rue du Jura 17000 La Rochelle).

Article 7 - Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière "bordereau de prix" ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières MAPA-ENDLR2025-01 ;
- le cahier des clauses techniques particulières MAPA-ENDLR2025-01 ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG FCS n'est pas annexé au présent marché ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

Les bons de commande ont valeur contractuelle.

Article 8 - Modalités d'exécution des prestations

8.1 Représentation des parties

8.1.1 Représentation de l'acheteur

Sa représentation est assurée par la Direction Nationale du Recrutement et de la Formation Professionnelle (DNRFP), représentée par son directeur interrégional.

L'acheteur désigne pour la réalisation et l'exécution des prestations du marché :

- sur les aspects pratiques et organisationnels : La cheffe de section des formations initiales et la responsable du bureau de la scolarité de l'ENDLR ;
- sur les aspects pédagogiques : La cheffe de section des formations initiales et le formateur permanent chef de file référent de l'ENDLR.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désigné(s) au titulaire.

8.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteur(s) est (sont) désigné(s) dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.2 Conditions d'exécution

8.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants (en motivant sa demande).

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur.

Dans les 3 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétence au moins équivalente. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 3 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de 3 jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

8.2.2 Délais d'exécution des prestations

Le point de départ du délai d'exécution des prestations est fixé dans le calendrier de déroulement des sessions linguistiques.

8.2.3 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

8.2.4 Les exigences relatives à l'accès du site

Le titulaire se conformera aux directives d'accès sur le site transmises par l'ENDLR.

8.3 Obligations du titulaire

8.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements ou dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché.

8.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

8.3.3 Obligation de résultat

L'obligation de résultat est l'obligation par laquelle le titulaire est tenu à un résultat précis, véritable, déterminé à l'avance.

8.3.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire (ou de ses sous-traitants) est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physique à des locaux ou d'accès physique ou dématérialisé à des informations. Ces mesures seront fournies au titulaire à l'occasion d'une réunion de cadrage des prestations reprises au CCTP ou par tout autre moyen.

8.3.5 Obligation de confidentialité

Le titulaire met en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentiels qui lui auraient été fournis sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

8.3.6 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges du marché spécifique.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

8.3.7 Réparation des dommages

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-FCS, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de la personne publique. Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et qui affectent les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

8.3.8 Disposition relative aux assurances

Le candidat doit avoir souscrit aux polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et pénale pour toutes les phases du présent marché.

Ces pièces sont exigées au moment de la remise de la candidature.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

8.3.9 Documents fiscaux et sociaux

Le candidat doit remettre au pouvoir adjudicateur l'ensemble des certificats fiscaux et sociaux exigé par l'article R.2143-7 du code de la commande publique.

En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

Ces certificats sont exigés au moment de la remise de la candidature.

8.3.10 Capacité technique de formation

Le candidat devra fournir les documents justifiant de sa capacité à exercer l'activité professionnelle, objet du marché.

Ces pièces sont exigées au moment de la remise de la candidature.

8.3.11 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service "SIPSI" du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

8.4 Considérations sociales

Sans objet.

8.5 Considérations environnementales

Une clause environnementale obligatoire est définie comme sous-critère d'attribution du marché dans le document nommé règlement de la consultation.

8.6 Constatation de l'exécution des prestations

8.6.1 Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

8.6.2 Décision après vérification

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

8.7 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de

pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

8.7.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours calendaires de retard

8.7.2 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le seuil d'exonération des pénalités est fixé à 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

Article 9 - Régime financier

9.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- la mise en oeuvre et l'exploitation des moyens de télécommunications permettant au titulaire l'accès sécurisé au site de développement et les coûts de communication entre son site et ceux de l'acheteur ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations.

Les prix sont réputés comprendre toutes les prestations décrites au présent CCAP, dans le CCTP ainsi que dans le bordereau de prix complété.

9.2 Variation des prix

Les prestations sont fermes et ne font pas l'objet de variation de prix sur la durée du marché.

9.3 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 20 % pour les petites et moyennes entreprises.

L'avance peut être versée au titulaire sur demande de celui-ci dans les conditions visées aux articles R. 2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

9.4 Modalités financières

9.4.1 Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

9.4.2 Modalité de commande : expédition des bons de commande

Les modalités de passation, d'exécution, de facturation et de règlement de la commande s'effectuent en conformité avec les prescriptions juridiques et comptables imposées par le système progiciel centralisé de gestion de la comptabilité publique CHORUS.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date figurant directement dans le bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée du marché mais leur exécution ne doit pas dépasser la fin du marché.

La résiliation du marché ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

9.4.3 Modalité de facturation

Les paiements seront effectués par virement sur le compte du titulaire. Après admission des prestations réalisées par le bénéficiaire (certification du service fait) et le dépôt de la facture sur Chorus Pro.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée en utilisant le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

9.4.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'euro.

9.4.5 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants ainsi qu'aux articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminués des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 10 - Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent marché.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

En application des articles L.2193-1 L.2193-14 et R.2193-22 du code de la commande publique, le sous-traitant doit remplir les conditions prévues par ces articles.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4.

Le sous-traitant doit fournir en complément de son acte spécial tous les documents et toutes les pièces justifiant de ses capacités.

Si un sous-traitant est introduit, le titulaire a l'obligation de le déclarer et de faire agréer ses conditions de paiement avant tout commencement d'exécution des prestations du sous-traitant.

Le titulaire a recours à la sous-traitance sous sa responsabilité et demeure personnellement responsable de l'exécution devant le maître d'ouvrage de toutes les obligations de celui-ci (articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique). Il répond notamment des fautes ou malfaçons commises par son sous-traitant.

Article 11 - Droit et langue

Le présent marché est régi par les lois et règlements français exclusivement.

Il est précisé que tout document ou correspondance relatif au marché devra être rédigé en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

Article 12 - Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et conformément aux articles 38 à 45 du CCAG de référence.

Article 13 - Différends et contentieux

13.1 Différends

La réglementation de l'achat public institue comme principe, la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Les parties s'efforceront de trouver une solution à l'amiable à l'ensemble de leurs différends.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-25 du code de la commande publique.

Afin de privilégier le dialogue et l'échange, les parties ont à leur disposition trois modes alternatifs de règlement des différends : la conciliation, la médiation et la procédure participative.

13.2 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Lille.

Article 14 - Dérogations au CCAG

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents généraux :

- CCAG : dérogation à l'article 14.1.1. du CCAG par l'article 8.7.1 du CCAP
- dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG par l'article 8.7.2 du CCAP